

Construction et déconstruction d'un culte : le cas Edgar Lalmand, secrétaire général du Parti communiste de Belgique

GOTOVITCH, José

2009, 24 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/culte_lalmand.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : GOTOVITCH, José, *Construction et déconstruction d'un culte : le cas Edgar Lalmand, secrétaire général du PCB*, Bruxelles, CArCoB, 2002, [en ligne], < http://www.carcob.eu/IMG/pdf/culte_lalmand.pdf >, (date de consultation).

Construction et déconstruction d'un culte : le cas Edgar Lalmand, secrétaire général du Parti communiste de Belgique¹

En décembre 1954, au terme d'un congrès d'une rare densité, le Parti communiste de Belgique éliminait l'équipe dirigeante installée au pouvoir depuis 1943. Symbole de la direction écartée, le Secrétaire Général Edgar Lalmand concentrait sur sa personne l'essentiel des critiques, mais le culte de sa personnalité n'était pas seul en cause: l'ensemble du Secrétariat et le Bureau Politique élu au congrès précédent disparaissait. Or il ne s'était agi ni d'une révolution de palais ni d'un procès de Moscou à Bruxelles: depuis des mois l'ensemble du Parti était secoué par des discussions véhémentes. Les bouches s'étaient ouvertes à l'appel d'un comité central qui avait lui-même lancé le mouvement en mai de la même année.

Dans la mémoire communiste belge, le Congrès de Vilvorde allait demeurer le congrès du grand tournant, du retour aux réalités nationales, du rejet du sectarisme et de l'autoritarisme. Cet ancrage national s'avérait d'autant plus évident que le virage avait été négocié à l'encontre des représentants du Kominform, et particulièrement d'Etienne Fajon, tuteur désigné du PCB pour compte des "instances internationales". Tournant radical, mais dans le contexte de l'époque, sans modification aucune du rapport de fidélité inconditionnelle à l'Union Soviétique.

Il n'empêche que le PCB éliminait ainsi par un vaste mouvement appuyé sur la base une direction mise en place et constamment appuyée par les instances internationales, avec à sa tête un homme qui avait, à sa mesure et à celle du parti belge, endossé les attitudes et rites attachés à l'exercice du pouvoir suprême dans les PC. A l'inverse des dirigeants voisins (Thorez, Togliatti, Politt, le luxembourgeois Urbany ou encore le néerlandais De Groot), Lalmand et son équipe, membres du parti avant 1940, n'y avaient pas joué le premier rôle.

Il est donc intéressant d'examiner comment a pu se construire le culte autour de personnalités d'émergence récente, donc démunies du passé particulièrement valorisant dans l'imaginaire communiste, de la construction du parti, des périodes clés de la lutte classe contre classe ou à l'inverse, de celle du VIIe Congrès de l'IC. De même, du point de vue de l'histoire interne, cette équipe, et le secrétaire général en particulier, n'avait connu ni les écoles, ni les Congrès de l'IC, ni mené de délégations à l'une ou l'autre occasion dans le pays du socialisme.

¹ Cette étude a paru en anglais : « Construction and deconstruction of a cult : Edgar Lalmand and the Communist Party of Belgium » in *Twentieth Century Communism*, 1, p. 129-152, 2009, « Communism and the leader cult »

Nous nous proposons donc d'examiner les conditions et les formes d'accession et d'exercice du pouvoir de l'équipe Lalmand, puis de son élimination, en identifiant au préalable le *modus operandi* de ses prédécesseurs. Quel profil présentaient les dirigeants du PCB depuis sa fondation, comment avaient-ils été choisis ...et éliminés. Quels furent les rapports avec l'IC et le PCUS dans l'exercice du pouvoir. A quel moment et sous quelles formes s'établirent les rites culturels. Dans quelle mesure furent-ils une manifestation spécifique du processus de stalinisation. Il faudra s'interroger sur l'incidence de la disparition de Staline sur l'élimination de celui qui en tenait lieu en Belgique alors même que ses modèles subsistaient à la tête des partis français, italien, luxembourgeois, néerlandais...

Soulignons cependant que nous n'évoquons ci-après les politiques menées qu'en fonction des nécessités d'éclairer les hommes et les processus de pouvoir.

Le temps du Komintern

Dans les conditions conflictuelles qui président aux premières années du PCB, sa difficile construction au départ de groupes idéologiquement opposés et son caractère groupusculaire, la direction est assez logiquement assurée par le fondateur et dirigeant de la fraction la plus radicale. Son profil correspond le mieux à la politique suivie par l'IC² alors que celui que la justice désigne en 1923 comme le « chef incontesté du parti » à l'occasion d'un procès intenté à l'ensemble du groupe dirigeant, accède au contraire difficilement aux responsabilités³. En effet, à Joseph Jacquemotte⁴, ancien leader de la fraction de gauche de la social-démocratie, et dès lors quelque peu suspect d'« opportunisme », l'IC préfère War Van Overstraeten⁵, issu des Jeunes Gardes Socialistes, beaucoup plus jeune que son adversaire et fondateur en 1919 d'un premier Parti communiste. Présent au IIème Congrès de l'IC, il cadre parfaitement avec la bolchévisation. Mais il ne saurait être question alors d'une sacralisation du secrétaire du

² Claude Renard (Ed., "La Fondation du Parti Communiste de Belgique. Documents présentés et commentés par Claude Renard" in *Cahiers Marxistes*, Numéro spécial, 1971. Marcel Liebman, "Les origines et la fondation du Parti communiste de Belgique" in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 197, 1963. Bernard Dandois, "Aux origines du PCB" in *Cahiers Marxistes*, 9, 1971. José Gotovitch, "Histoire du Parti communiste de Belgique" in *Courrier Hebdomadaire du CRISP*, 1582, 1997.

³ En mars 1923, suite à l'occupation de la Ruhr, le PC appela à des grèves. Cinquante-quatre militants sont incarcérés et quinze d'entr'eux traduits devant la Cour d'assises pour complot contre la sécurité de l'état. Le 26 juillet, le procès s'achève par un acquittement général. Plusieurs avocats de grand renom, catholique, libéraux et socialistes ont assuré la défense de ce qui s'avéra une vaine tentative de criminalisation des instances policières et judiciaires envers le tout jeune et frêle PCB. Cf José Gotovitch (1996). « La peur du rouge dans les dossiers de la justice belge: la signification du procès de 1923 » in *La Peur du Rouge*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1996.

⁴ Maxime Steinberg, "Joseph Jacquemotte. Un certain combat: 1883-1936" in *Cahiers Marxistes*, avril-juin 1974.

⁵ Mikhaïl Narinski et José Gotovitch José (Dir.), *Komintern : l'Histoire et les Hommes . Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste en France, Belgique, au Luxembourg, en Suisse et à Moscou (1919-1943*, Paris, Editions de l'Atelier, 2001. (2ème édition : J.Gotovitch- Claude Penner, (Dir) Dictionnaire biographique du Komintern, CD Rom Editions de l'Atelier, 2010).

Parti alors même que les affrontements entre les différents groupes sont fréquents, agressifs et publics.

Jacquemotte et Van Overstraeten sont les deux premiers députés communistes, élus en 1925, malgré l'antiparlementarisme affiché initialement par ce dernier. Mais est-ce la volonté d'avoir deux fers au feu ou l'aura acquise à travers le procès qui tourna à la déconfiture de la justice bourgeoise, ou encore l'influence qu'avait conservée Jacquemotte dans le monde syndical, toujours est-il que c'est sur lui que se porte le choix de l'IC pour l'appeler au sein de son Comité exécutif dès 1924. Il le demeurera jusqu'en 1935. Si le rôle des membres de cette instance est quasi nul à l'IC, la participation à ses délibérations confère à l'inverse une certaine autorité et un prestige qui servent manifestement à le protéger des vicissitudes internes du PCB.

Van Overstraeten ayant obtenu la majorité du comité central dans son appui à l'Opposition russe, il fallut une descente massive et les manœuvres de plusieurs délégués de l'IC à Bruxelles pour qu'à la tête de cette majorité devenue minorité au comité central, il quitte lui-même le PC en avril 1927. Il emmenait provisoirement avec lui une majorité de membres du parti⁶. Si Jacquemotte batailla pour la ligne de l'IC, c'est à un autre militant, rappelé en hâte de Moscou pour mener la lutte contre les trotskystes que fut confié le poste de secrétaire national. Ancien « gauchiste » de l'équipe Van Overstraeten, Félix Coenen⁷ avait été poussé en avant par l'IC pour équilibrer l'antagonisme entre ce dernier et Jacquemotte. Il est « pratiquant » à Moscou en 1927 quand la nécessité de combattre l'opposition le renvoie en Belgique. Dans la période confuse qui suit, dans un parti réduit à la portion congrue par les saignées subies, il est rapidement renvoyé à sa vocation de journaliste. Si son engagement antitrotskyte et son séjour moscovite expliquent le choix de l'IC, il ne jouira ni du temps, ni du tempérament, ni des conditions adéquates pour installer son autorité, encore moins pour se forger une personnalité de leader. Du « Bureau politique provisoire » mis en place en 1929, émergent alors, à l'instar de ce qui se passe en France, deux dirigeants issus des Jeunesses communistes.

Employé, fondateur du PC et des JC, Henri De Boeck et Marc Willems, ouvrier qualifié adhérent en 1924, intègrent les organismes dirigeants du parti et des jeunesses dès leur entrée dans les rangs communistes⁸. Forcés très rapidement au chômage du fait de leurs activités politiques, leur contact avec Moscou est fort précoce : De Boeck, est à l'exécutif du KIM et au Secrétariat latin en 1926 et 1927, Willems participe au 7ème plénum de l'IC en 1926. Ils ont alors respectivement 23 et 20 ans. De novembre 1931 à l'été 1932,

⁶ Si les effectifs du PC fondent brutalement à la suite du départ des opposants, ceux-ci ne réussiront pas à capitaliser leur avantage. Van Overstraeten lui-même quittera la vie politique peu après. Nadya De Beule *Het Belgisch trotskisme. De geschiedenis van een groep oppositionele kommunisten 1925-1940* Gand, Jan Dhondt-stichting. Masereelfonds, 1980.

⁷ Notice biographique dans Narinski-Gotovitch, op. cit.

⁸ Biographies détaillées dans Narinski-Gotovitch, op cit

Willems est « pratiquant » au Secrétariat latin. Ils disposent tous deux d'une très faible expérience du terrain social, si ce n'est leur appartenance aux milieux populaires bruxellois ; peu de pratique syndicale, mais un engagement total, y compris physique en ces temps de manifestations violentes. Tous deux cadrent donc parfaitement avec la stratégie 'classe contre classe' qui coïncide avec leur arrivée au sommet. La Wallonie connaît en 1932 des grèves violentes qui additionnent les affrontements avec la gendarmerie et l'armée ainsi que le déchaînement contre les chefs sociaux-démocrates jugés attentistes et lâches.

Pain béni pour les communistes qui peuvent dénoncer leur « trahison » et récolter les fruits de leur engagement total. De Boeck, secrétaire national du Parti, incarne parfaitement ce combat, mais c'est Jacquemotte, seul réélu en 1929, qui assure grâce à son immunité parlementaire, la liaison entre les grévistes et assume impunément la présence publique du PC. Les procès-verbaux du Bureau politique témoignent des tensions permanentes qui opposent ses membres. De Boeck jouit d'une relative popularité au sein du parti, dont ne bénéficie pas Marc Willems. Quant au charisme externe, « l'écoute des masses », il est incarné par les élus de 1932, (trois au lieu de un en 1929) qui paradoxalement n'ont qu'une part limitée dans la direction : le tribun liégeois Julien Lahaut⁹, dirigeant d'un syndicat autonome de métallos qui a rompu avec la très puissante fédération socialiste, et Henri Glineur, ouvrier verrier, populaire dirigeant régional de Charleroi. Le talent oratoire de Jacquemotte, tant au coin des rues qu'au Parlement, ses combats syndicaux depuis avant 1914, lui ont conféré une réelle audience populaire à Bruxelles. La direction officielle relève au contraire de l'autorité déléguée par l'IC et de « l'intimité » des deux jeunes dirigeants avec Moscou : ils y ont tous deux vécu et il n'est pas sans intérêt de relever que De Boeck a épousé une juive soviétique et que Willems a comme compagne une bessarabienne. Quoique secoué par le duo, Jacquemotte demeure membre du CEIC et ne décolle en rien de la ligne de l'IC. Ses références plus fréquentes au « chef génial » du parti soviétique, notamment lors de son retour du XIII^e plénum, le maintiennent dans la zone de lumière de l'appareil russe alors que son insistance à s'accrocher aux revendications immédiates et son action parlementaire l'inscrivent bien dans le terreau belge.

Ces qualités vont faire merveille quand, au passif des « jeunes » s'inscrit, sur fond de la perte des militants gagnés à travers les grèves¹⁰, un véritable « crime » politique commis sous leur responsabilité: un pacte d'unité d'action conclu le 11 août 1934, entre jeunesses communistes, socialistes mais aussi trotskystes, aggravé d'une motion pour le droit d'asile dans les pays capitalistes en faveur de Trotsky !

⁹ Maxime Steinberg, « Julien Lahaut » in *Biographie Nationale*. XXXIX, fasc . 2, 1976, pp.570-584. Bob Claessens, *Julien Lahaut, une vie au service du peuple*, Bruxelles, SPE, 1951 ; Jules Pirlet,, *Julien Lahaut vivant*, Editions du Cerisier, Cuesmes, 2010.

¹⁰ Etant passé de 1000 à 3200 membres entre 1930 et 1933, il replonge brutalement à 1500 en 1934.

Si le BP tout entier a avalisé le délit, le duo va en assumer la culpabilité, avec le sentiment quasi explicite qu'il faut qu'ils se chargent expressément de la faute pour permettre le redressement du parti. Ayant effectué l'autocritique réclamée dès novembre devant le comité central, démis de ses fonctions et envoyé à Moscou, De Boeck présente lui-même, le 11 février 1935, selon la coutume kominternienne, le rapport qui le stigmatise devant le Secrétariat de l'IC. Il condamne le sectarisme du PCB, l'autoritarisme de sa direction, son « libéralisme pourri » envers le trotskisme et propose de rendre personnellement responsables quelques dirigeants, essentiellement Marc Willems et lui-même, ainsi que le dirigeant de la JC, Henri Laurent¹¹. Tous trois sont d'ailleurs à Moscou où leur sort suivra des chemins forts divergents¹².

Ainsi de purs produits de l'IC ont pu dériver dans une question jugée fondamentale par Moscou alors qu'ils ont estimé devoir se plier aux nécessités du terrain belge. Or l'irréalisme sectaire dont ils témoignent dans la pratique sociale est en totale contradiction avec la volonté accommodante démontrée dans ce cas. N'ont-ils pu mesurer les enjeux réels au sein de l'IC alors qu'en 1934 celle-ci a déjà satanisé la figure de Trotsky ? Est-ce au contraire le désir de faire mieux encore que les voisins français dans leur politique d'unité ? Si l'on peut qualifier cet écart de manifestation d'autonomie, elle sera brève et le revers d'autant plus cruel que c'est précisément de France que viendra la charge : Jacques Duclos sonne en personne l'hallali contre cette « canaillerie antisoviétique » dans *L'Humanité*, avec une hargne et une violence telles qu'elles suscitent la protestation de Jacquemotte auprès de l'IC !¹³

Ainsi, une circonstance à tout le moins fortuite, mais impérative selon les normes kominterniennes, fait le vide à la direction du PC. Dès novembre 1934, Jacquemotte est mis en place comme dirigeant principal, chargé de conduire à bien le tournant qui s'opère.

Dans la mesure où Jacquemotte va incarner la « lutte contre le sectarisme », l'élan de Front Populaire en Belgique et... le succès électoral de mai 1936 (triplement du nombre de députés), alors qu'il disparaît inopinément en octobre de la même année, sa figure demeure associée à la politique d'ouverture et célébrée comme telle dans la mémoire communiste. S'il est indubitable qu'il va déployer au service de cette politique ses

¹¹ Notice biographique in Narinski-Gotovitch, op. cit.

¹² Henri de Boeck, devenu aspirant à l'école léniniste et rapporteur occasionnel sur les questions belges à l'IC, échappe de peu à une condamnation pour trotskisme en obtenant l'autorisation exceptionnelle de pouvoir s'engager dans les Brigades en Espagne. Exclu du PC en septembre 1937 pour opposition avec le délégué belge dans les Brigades, il rentre au pays et meurt à l'hôpital en juillet 1940. Ayant refusé la vie de bureaucrate de l'IC à Moscou, Willems travaille en usine à Dniepropetrovsk où il est rattrapé par les purges, mais pour des raisons internes à l'usine ! Condamné au Goulag, il y survécut, devint cadre dans une entreprise sibérienne et revenu à Moscou, y mourut à la veille d'être autorisé à revoir la Belgique en 1968. Rentré en Belgique en juillet 1935 grâce à un rappel militaire, Henri Laurent poursuivit un parcours militant, JC puis journaliste, résistant, déporté et... correspondant à Moscou du quotidien du PCB de 1957 à 1964. Responsable des Amitiés Belgo-soviétiques jusqu'à sa mort en 1982.

¹³ Jacquemotte au secrétariat du PCF, 27 août 1934, Copie Secrétariat latin ,RGASPI 495-93-246.

remarquables talents, cela ne saurait occulter qu'il a constamment- avec le même talent- défendu la ligne de l'IC en suivant chacun de ses tournants. Dans la foulée du VII Congrès, ces mêmes capacités trouvent par une longue pratique des luttes sociales, des accents que n'auraient su faire entendre les « jeunes bolchéviks » mis sur la touche.

C'est lors d'une réunion du département des cadres de l'IC du 1^{er} février 1935, que semble s'être fait le choix définitif. Les critères avancés par le rapporteur, Andor Berei¹⁴ qui sera le délégué permanent de l'IC auprès du PCB, son père tutélaire de 1934 à... 1946, mettent systématiquement en exergue le terme emblématique de la période : « les masses ».

« Jacquemotte est la personne la plus populaire. Il a une grande autorité auprès des masses, mais pas dans le parti. Il en bénéficie dans les organisations de base, mais elle est très faible auprès des dirigeants. Il est proche des masses Il est très connu en principe et, pour les masses il est le symbole du communisme. Il sait organiser les masses, il connaît la masse, il est au courant des formes et des méthodes de travail avec les masses. On peut lui faire confiance : il ne s'engagera jamais dans une aventure. C'est bien entendu une personne de confiance, mais au point de vue politique, il a toujours peur d'aller trop loin, d'être trop en avant des masses.(...) et, par conséquent, il peut se retrouver à la traîne. Or il a peu d'initiatives et presque pas d'élan révolutionnaire, mais quand il est convaincu, il exécutera les missions avec application. Il a toujours sa propre opinion et sait la défendre (...) C'est un très bon orateur, avec une grande expérience parlementaire et il connaît bien les syndicats..(..) sa formation théorique est insuffisante...»¹⁵.

Dans ce parti où les « dirigeants n'ont pas beaucoup d'autorité », c'est le critère d' « homme de masse » qui a donc joué au détriment de ces jeunes dont on souligne la formation théorique, mais dont on déplore à ce moment le manque d'ouverture, une certaine indiscipline, en plus du gravissime faux-pas qu'ils ont commis. C'est aussi le critère correspondant à la phase en cours à l'IC., Il est officiellement nommé Secrétaire général à la conférence d'avril 1935 et participe au VIIe congrès de l'IC.

Expérience faite, l'IC estime avoir fait le bon choix. Il est vrai que les résultats ont suivi et Berei peut constater: « l'autorité de Jacquemotte est plus grande que jamais dans le pays et à la base ». Et de souligner sa fermeté dans l'opposition au sectarisme des autres membres du BP¹⁶.

Il appuie son maintien, malgré quelques ombres planant sur le comportement privé. C'est donc qu'il a été mis en question. Nous ignorons dans quelles circonstances.

¹⁴ Cf notice biographique in Narinski – Gotovitch, *op. cit.*

¹⁵ Sténogramme de la réunion du Département des cadres, 1 février 1935 (traduit du russe), RGASPI, 495-93-246.

¹⁶ « Denis » au secrétariat de l'IC, 31 juillet 1936, RGASPI 495-10a-146

On perçoit donc qu'aux yeux de l'IC, aucune situation n'est définitivement acquise malgré tous les signes extérieurs de réussite. Il faudra son décès subit dans le train qui le ramenait de l'imprimerie du journal pour que s'organise, avec toute la ritualisation d'un sacre populaire, l'hommage à celui que l'on désigne alors, et alors seulement, comme « notre grand chef ». Au plan de la sanctification posthume, au sens effectif du mot, sera qualifié de « testament de Jacquemotte » la demande officielle d'adhésion du PCB comme branche structurée au sein du parti socialiste, bâti alors à l'instar du Labour, sur la conjonction des organisations politiques, syndicales, mutualistes etc.¹⁷. Or cette proposition est en discussion au sein du Komintern depuis plusieurs semaines et a été formulée par Berei...¹⁸.

C'est alors que le PCB se donne une respectabilité à travers la personnalité de Jacquemotte, salué par toute la classe politique comme un vieux lutteur et comme parlementaire écouté et redouté, porté au cimetière par un immense cortège. Souscription immédiate est lancée pour ériger un monument¹⁹, une « promotion Jacquemotte » est levée. Une brochure biographique est publiée, préfacée par Marcel Cachin. Mais le vocabulaire reste sobre, l'accent est mis sur sa lutte pour l'unité, contre le fascisme, pour les pauvres. Respect et admiration sans boursoufflure.

Une fois encore, les événements imposent inopinément et en urgence une succession du dirigeant principal. Une fois encore c'est Berei, à Bruxelles, qui évalue les différentes possibilités, la mort de Jacquemotte ayant créé de « considérables difficultés »²⁰. Ses critères de rejet et de sélection sont particulièrement instructifs.

Figure la plus populaire, agitateur hors pair, homme de masse incontestable Julien Lahaut témoigne à ses yeux d'une trop grande faiblesse politique et ne dispose pas de l'autorité suffisante au sein du parti pour en devenir le chef. Son passé est parsemé de solides empoignades avec les directions antérieures, de refus de discipline : il est incontrôlable. Le plus ancien dans la direction, vieux briscard de l'IC, présente quant à lui des travers caractériels qu'accentuent encore des penchants sectaires non surmontés. : exit donc Georges Van den Boom, fondateur du parti. Nouveau député surgi des luttes des mineurs du Borinage, Henri Gandibleu, populaire dans sa région, ne possède qu'une faible formation politique et idéologique. Par élimination donc, mais aussi aux dires de la majorité des membres du BP, « le meilleur choix » s'avère être

¹⁷ Cf « Son testament politique » in Edouard Stiers (1937), *Joseph Jacquemotte, sa vie, son œuvre*, préface de Marcel Cachin, Bruxelles, Editions Germinal, 1973 ; « Le testament politique de Joseph Jacquemotte » in R.De Braekeleer. et A. Duchateau (Eds), (1961). *Joseph Jacquemotte : une grande figure du mouvement ouvrier belge. Articles et interpellations parlementaires : 1919-1936*, Bruxelles, SPE, 1961, p.237-239. Il s'agit de l'article publié dans *Le Drapeau Rouge*, le 18 juillet 1936.

¹⁸ Interview par l'auteur de Sam Herssens, collaborateur de Joseph Jacquemotte, 5 avril 1971.

¹⁹ Le monument, œuvre du sculpteur Dolf Ledel et de l'architecte Maxime Brunfaut sera érigé au cimetière d'Uccle

²⁰ Note de « Denis » au secrétariat de l'IC, reçue à Moscou le 9 décembre 1936, RGASPI, 495-10a-146

Xavier Relecom, pour sa capacité à juger de manière réaliste des rapports de force, à s'orienter correctement, pour ses capacités manifestes d'organisation. Excellent orateur, il s'est déjà acquis l'écoute du parlement où les dernières élections l'ont envoyé. Mais le tuteur du PCB dresse ainsi un véritable antiportrait de l'équipe éliminée en 1934 : « sa souplesse, qu'il exagère parfois, facilite le travail collectif..il a su établir de bons contacts avec de larges cercles socialistes et antifascistes..il est estimé des cadres du parti... ». Ainsi ce qui aurait été défaut rédhibitoire pour la période « classe contre classe », sont qualités pour les temps présents. Ainsi, l'origine social-démocrate qui pesait négativement sur Jacquemotte dans les années '20, constitue à présent un avantage certain par l'étendue de ses relations personnelles dans le milieu..

Employé comptable, ancien militant socialiste, dirigeant des JGS, « sous-marin » pendant quelques années avant d'adhérer officiellement au PC en 1928 et prendre la tête du SRI, Relecom avait été pointé dès 1935 par Berei comme seule alternative à Jacquemotte, quoique manquant encore d'autorité et d'expérience²¹. Les qualités mises en avant sont celles de l'homme avant d'être celles du militant. Le délégué de l'IC aurait pu ajouter – ce qui se vérifiera – que ce caractère facilitera grandement son étroite coopération avec lui. L'écoute, la considération, voire l'admiration du relativement jeune dirigeant envers l'impressionnant « Denis » seront sans nuages²².

Née dans l'urgence, la nouvelle direction est dans l'incapacité de revendiquer, voire d'instaurer, une position dominante, à plus forte raison un quelconque culte du chef. D'autant que prudente, l'IC n'a pas autorisé la nomination d'un secrétaire général en titre mais bien d'un secrétariat de trois personnes dont le fonctionnement, étroitement contrôlé par Denis, vise expressément à dépasser les oppositions fort vives entre anciens et nouveaux. Il n'empêche que très vite, Relecom va se forger au-dedans comme au-dehors du parti une stature de dirigeant que l'IC et le congrès de 1939 consacreront. Mais la seule qualification relevée à son propos est la légende d'une photo de la brochure sur Jacquemotte où apparaissent « L'ancien et le nouveau chef du Parti... »²³.

Il est ainsi possible de tracer un parallèle avec la France où Eugène Fried, pendant de Berei, a conduit la mise en place du leader charismatique Maurice Thorez, et favorisé l'éclosion du culte de sa personnalité. Si le processus de valorisation de Relecom est effectivement lancé, ce dernier ne dispose pas du capital symbolique du prolétaire, ni même, à l'instar de Jacquemotte, du militant syndical. Il vient au communisme dans la période classe contre classe, mais son trajet militant est avec constance celui d'un opposant de gauche à l'intérieur des structures politiques socialistes. Nommé au Secrétariat, il est appelé annuellement en consultation auprès de l'IC dont il est désormais l'interlocuteur unique en Belgique. Il assume donc toutes les fonctions

²¹ cf note 15.

²²José Gotovitch, notices biographiques « Andor Berei » in *Nouvelle Biographie Nationale, Académie Royale de Belgique*, Vol. 6, 2001, pp.33-36 ; « Xavier Relecom » in *NBN*, Vol 7, 2003, pp.303-308.

²³ Cf Stiers, E, *op cit*.

représentatives, rapports aux Congrès, aux Comités Centraux, discours d'orientation au Parlement. La notoriété et l'autorité lui sont donc acquises, mais il n'endosse pas le costume du leader populaire dont on crédite un Maurice Thorez. Cette fonction est avec celui de Berei.

Le déclenchement de la guerre ne lui donnera pas l'occasion de dépasser le chantier, prometteur, du leader en construction. Plus que jamais lié à Berei, son maître en clandestinité, Relecom réussit la mise dans l'illégalité du parti.

Mais son parcours dirigeant est brutalement et définitivement interrompu par l'exceptionnelle tragédie politique que constitue l'arrestation de toute la direction du PCB en juillet 1943 et le « pacte » passé par les quatre plus hauts responsables du parti avec la Gestapo qui leur garantit la vie sauve²⁴. Ce « pacte », secret de parti conservé rigoureusement pendant quarante ans pour ne pas ternir l'image du « parti de la résistance et des fusillés », renverra provisoirement les intéressés à la base²⁵.

La construction du « dirigeant aimé »

Si bien qu'en pleine clandestinité, il s'agit à nouveau de recomposer en urgence une direction. Ayant échappé à la traque, Berei tient plus que jamais tous les fils en main et rebâtit l'appareil autour du seul membre du Bureau politique en liberté : Edgar Lalmand.

Seul ancien combattant de 14-18 parmi les dirigeants de 1940, Edgar Lalmand (1894-1965) perdu a très tôt son père et n'a pu poursuivre ses études au-delà de l'école moyenne. Sa conduite à la guerre lui a valu décorations et une sensibilité poussée envers les revendications flamandes. Une éphémère adhésion au groupe communiste d'Anvers en 1920 témoigne de son engagement intellectuel et politique. Mais il poursuit alors une carrière de courtier en céréales pour laquelle il quitte le pays pendant quelques années. Ce parcours le mène au statut de commerçant prospère. Il adhère au parti communiste en 1932 où il assume très vite, sous le pseudonyme de *Pieters*, la responsabilité de la MOI. En 1936, il abandonne une situation matérielle florissante pour entrer dans le cadre permanent en même temps qu'au Bureau politique²⁶. Directeur de *La Voix du Peuple* en 1937, il devient conseiller communal dans une banlieue populaire de Bruxelles. En mai 1940, arrêté par les autorités belges, il est déporté à Saint Cyprien, dans le Sud-ouest de la France. Il s'en évade... en compagnie de Berei.

²⁴ Voir le récit détaillé de cette exceptionnelle péripétie in José Gotovitch, *Du Rouge au Tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944* Bruxelles, Labor. 1992.

²⁵ A peine libéré du camp en Allemagne, il est expédié à Moscou où, après enquête, il semble redevable de son retour autorisé en Belgique, fin juin, à l'intervention de Berei depuis Bruxelles.

²⁶ Sa société de courtage est alors cotée en Bourse et ses revenus s'élèvent à 500.000 frs belges (un salaire ouvrier moyen tourne autour de 2500 à 3000 francs). Entretien de l'auteur avec son fils, sur base de la déclaration d'impôt d'EL, 1989.

Instructeur régional dans la clandestinité, les arrestations de juillet 1943 le trouvent à la direction de la structure flamande du parti. Il devient donc « 02 », Secrétaire national par la force des choses en juillet 1943. Grand travailleur, cultivé, il a entamé son parcours communiste dans une semi-clandestinité et il accède au sommet, par défaut, dans la clandestinité totale. Peu connu à Moscou²⁷ où il n'est jamais allé, objet même de certaines réserves, quasi inconnu dans le parti, son lien principal, si pas unique est et demeure Berei dont la situation est devenue très particulière puisque l'IC est désormais dissoute. Le délégué de l'organisation disparue devient le plus ancien membre de la direction du parti belge !

Sans identité propre, sous la coupe étroite d'un mentor tout puissant, sans véritable équipe, et dans une organisation dont le mode de fonctionnement et la hiérarchie sont à la fois militaires quant à la discipline et bureaucratiques par obligation, l'accession de Lalmand au sommet du parti induit une stature toute nouvelle de la fonction. Les succès engrangés à partir de 1943 et l'apothéose de la libération consacrent à la fois l'homme et le mode de direction. Aucune des conditions réclamées ou reconnues dans le monde communiste, fût-ce à titre symbolique, dans la construction du dirigeant suprême, ne peut lui être attribuée. Mais il incarne le parti victorieux, démultiplié, acclamé. Et nul n'est en position pour lui disputer cette première place qu'il assume publiquement dès la sortie de clandestinité en présentant, le 21 octobre 1944 devant le premier Comité central, le rapport sur l'activité de guerre du parti²⁸.

Quand s'achève définitivement la guerre, il est ministre²⁹, ajoutant ainsi la consécration et la visibilité étatiques à celles que lui a désormais octroyées le parti. Si cette activité ministérielle, au poste périlleux et difficile du ravitaillement, est possible sans partage d'autorité, c'est que Berei, toujours présent et désormais pleinement légalisé, « tient » le parti et assure en particulier le service des cadres qui règle tous les drames et litiges nés de l'illégalité et de la déportation. Le bureau politique reconstitué ne comprend que des membres de l'appareil clandestin, dont des déportés, mais sans les principaux dirigeants d'avant-guerre, mis à l'écart. Et quand revient de déportation le populaire Lahaut, dont l'attitude fraternelle et solidaire dans les camps a sublimé le charisme, le congrès de 1946 en même temps qu'il intronise officiellement Lalmand comme Secrétaire général, crée pour lui le poste essentiellement honorifique de Président. Pour le reste, l'équipe est réduite : huit membres du BP en 44-45, onze élus au congrès de 1946. Trois secrétaires et un secrétaire adjoint constituent la direction effective, avec jusqu'à la mi

²⁷ Sa bio de 1935 y figure et une note résumée, due à Berei, De Boeck et Blagoeva, souligne sa capacité de travail, sa culture, ses capacités d'organisateur, mais son manque d'expérience de travail « avec les masses ». En résumé : capital culturel positif, capital social néant. Mais dans les années du soupçon (1937, 1939), des questions sont posées à son propos : pourquoi cette absence de 11 années ? RGASPI, 495-193-2.

²⁸ Edgar Lalmand, *Le Parti Communiste de Belgique dans la lutte pour la libération. Rapport présenté au Comité central du PCB, le 21 octobre 1944*, Bruxelles, IMIFI.

²⁹ Il détient le portefeuille du Ravitaillement dans trois gouvernements successifs, de février 1945 à mars 1947.

1946, la présence tutélaire et discrète de Berei. Très peu de kominterniens, d'ailleurs absents du secrétariat. L'équipe est résolument nouvelle et a été portée par la clandestinité : à très peu d'exceptions près, ils ont donc accédé au sommet alors que Lalmand, porté par Berei, détenait déjà le pouvoir.

Rien ne nous éclaire sur la décision de faire monter le numéro un du parti au gouvernement. Manque de cadres compétents ? Valeur ajoutée bienvenue pour mettre cet (ces) inconnu(s) en lumière ? Le profil des autres ministres communistes indique la volonté de mise en avant des dirigeants du parti. À l'exception du médecin Albert Marteaux³⁰, populaire député socialiste avant-guerre rallié en 1939 au PC, seul communiste londonien qui gèrera la Santé Publique avec compétence, l'éphémère mise en avant du dernier commandant des Partisans armés (Raymond Dispy) dans l'équipe de 1944, est peu concluante. En revanche Jean Borremans, aux Travaux Publics et Jean Terfve à la Reconstruction s'installent dans le cercle étroit de la direction qui va régner aux côtés de Lalmand jusqu'en 1954. L'autorité publique vient donc en renfort de l'autorité dans le parti. Deux modes de commandement s'interpénètrent pour conforter un style qui prolonge celui de la clandestinité.

Dès le départ, un certain ton est donné. La ligne adoptée ne peut être contestée : Lalmand monte lui-même en ligne lors d'un comité central de décembre 1945, pour appuyer non seulement l'exclusion d'un groupe d'anciens résistants qui mettaient en cause l'attitude de la direction dans l'affaire du désarmement de la résistance, mais également pour fustiger en termes très violents deux responsables régionaux qui ont osé s'abstenir lors du vote³¹. C'est la dernière fois qu'est revendiquée en cette instance le « droit d'opinion ».

Si l'on ne tient pas compte de la mise à l'écart de l'ancienne direction intervenue en urgence sous la conduite de Berei, la première purge politique intervient donc très tôt mais est toujours liée à la période de guerre.

Trois congrès mettent en place le parti de Lalmand : 1946, 1948 et l'apogée de 1951. Celui de 1946 installe officiellement, dans l'euphorie, l'équipe qui s'approprie le prestige de la guerre, le bond électoral de février, les « 100.000 membres », la participation gouvernementale. A sa tête, Edgar Lalmand. En 1948, le parti est retourné dans l'opposition, il dispose toujours des positions conquises car les élections n'auront lieu qu'en 1949, mais la vague retombe : il a perdu la moitié des membres gagnés à la libération, il s'isole et est de plus en plus isolé dans la guerre froide. Lalmand tire à boulets rouges sur les faiblesses de l'organisation, les erreurs des cadres régionaux dont la valse s'intensifie, les complots et les infiltrations de l'ennemi, l'idéologie bourgeoise. La ligne imperturbablement juste du mouvement communiste international est

³⁰ « Albert Marteaux (1886-1949) », in *Cahiers marxistes*, numéro spécial, 213, 1999.

³¹ Carcob, Comité central, PV, 26 décembre 1945.

appliquée sans nuances et les liens avec la réalité belge sont coupés un à un. En particulier, dans la grande centrale syndicale à dominante socialiste, fruit de l'unification intervenue en 1945 avec les syndicats communistes nés dans la clandestinité. En juin 1949, le PC fait démissionner de son poste le communiste Théo Dejace, l'un des secrétaires nationaux, déclenchant une crise qui ne s'achèvera qu'avec le départ du Parti des principaux leaders syndicaux communistes. Edgar Lalmand a pris une part très active dans ce combat, entendant soumettre les syndicalistes aux aléas de la politique internationale communiste. Par son implication personnelle dans ce dossier, Lalmand s'identifie à la politique autoritaire et dénuée de toute compréhension des réalités syndicales. Il en ignore les rapports de force internes. De la classe ouvrière, il ne possède ni les origines, ni les traditions, ni la culture politique.

Mais comme en réponse à l'exaspération des rapports internes et externes du parti, au climat obsidional et au déclin inexorable que le choc des élections de 1949 (perte de plus de la moitié des sièges³²) va rendre évident, la direction se raidit au nom du centralisme démocratique dans un fonctionnement de plus en plus autocratique. Rempart contre les doutes et les contestations, le Secrétaire général revêt peu à peu l'habit du guide omniscient à l'autorité incontestable et s'ébauchent, pour la première fois en Belgique, des rituels de sacralisation. Cette évolution atteindra son point culminant au congrès de 1951, qui marque également le XXXe anniversaire du parti.

Absente du congrès de la libération, la vénération organisée du secrétaire général s'introduit à celui de 1948. Est-ce la présence de Maurice Thorez salué par Lalmand comme « le Chef aimé et respecté du Grand Parti Communiste Français » et qui le salue à son tour par un « vous êtes indéniablement un grand parti » qui ouvre la voie aux « applaudissements frénétiques », aux « ovations de la salle debout » dont la brochure du congrès parsème le texte ? L'apothéose est explicitement dédiée : « Les congressistes debout applaudissent à tout rompre leur secrétaire général, le chef incontesté d'un parti qui, sous sa direction, est devenu un grand parti³³ ». La césure est clairement faite : Julien Lahaut, le président, clôturant la séance, n'a droit qu'à la mention « le vieux lutteur ».

Ainsi le cérémonial classique des grand-messes communistes est mis en place et va se déployer trois ans plus tard. Le saut opéré est d'autant plus symptomatique que désormais la contestation s'est levée : deux chutes successives aux élections, des départs moins discrets, des mises en cause explicites de la direction, correspondent à l'exaspération de la politique sectaire du PC et à l'anti-communisme débridé. L'une des manifestations les plus tragiques de ce dernier est l'assassinat du « vieux lutteur »,

³² Sur les 40 parlementaires élus et cooptés en 1946

³³ Edgar Lalmand, *Unir le peuple pour servir le pays. Rapport présenté au IX congrès du PCB. Discours de conclusion Résolution politique du Congrès*, Bruxelles, SPE, 1948, p. 74

président du parti et symbole de la combativité ouvrière dans la question royale qui a soulevé la Wallonie et Bruxelles³⁴.

Au cours de ces années, Lalmand tente manifestement de coller au plus près au profil du dirigeant stalinien : son modèle le plus proche demeure Thorez auquel le relie la présence régulière à Bruxelles d'Etienne Fajon, en charge du PCB pour le Kominform.

Ainsi en va-t-il de sa déclaration sur l'accueil des troupes soviétiques au cas où « elles viendraient libérer la Belgique », plusieurs fois corrigée dans les publications successives³⁵ ; ainsi en va-t-il de la célébration du 70^e anniversaire de Staline, de sa revendication du glorieux titre de stalinien³⁶. Nul étonnement devant le brusque revirement envers Tito, le héros devenu le traître, si ce n'est, détail cocasse s'il n'était tragique, la difficulté de trouver à l'instar des autres partis, des titistes dans le parti belge³⁷. Le mouton noir sera trouvé en la personne du Secrétaire national du Front de l'indépendance sous l'occupation, entré alors en communisme, éphémère ministre « de la résistance » en 1944 et député en 1946. En opposition avec un parti qui ne correspond en rien à son profil, il le quitte (et est exclu selon la formule traditionnelle) avec éclat en publiant aussitôt, fait rarissime en Belgique, un acte d'accusation vengeur³⁸. Baptisé « titiste » car coupable d'assister aux réceptions de l'ambassade yougoslave, il avait, avant cela, « commis » une délirante brochure hagiographique dédiée à Staline!³⁹. On lui doit la première dénonciation publique des pratiques bureaucratiques et autoritaires du PCB et particulièrement, après l'avoir encensé à multiples reprises, de son secrétaire général.

³⁴ Le 18 août 1950, peu après la prestation de serment du nouveau prince royal au cours de laquelle des parlementaires communistes ont crié « Vive la République », Julien Lahaut est abattu sur le pas de sa porte dans la commune ouvrière de Seraing. On découvrira quarante ans après qu'il s'agissait d'une équipe de « stay behind », qui agissait apparemment d'initiative. Rudi Van Doorslaer et Etienne Verhoeyen, *L'assassinat de Julien Lahaut : une histoire de l'anticommunisme en Belgique*, Berchem, EPO, 1987.

³⁵ Le 6 mars 1949, Lalmand déclare devant le Comité Central : " Et si nos efforts devaient échouer, si nos forces conjuguées ne parvenaient pas à empêcher le déclenchement d'une nouvelle conflagration mondiale, nous ne nous contenterions pas d'exprimer notre désaccord, nous ne nous retrancherions pas dans une prudente neutralité. Nous combattrions, avec tous les moyens et jusqu'au bout, ceux qui, entraînant la Belgique dans l'agression contre le pays du socialisme, se seraient démasqués comme les pires ennemis de notre pays et de notre peuple. Et si l'Armée Soviétique, refoulant devant elle les agresseurs impérialistes, arrivait sur notre sol, nous serions heureux et fiers de pouvoir nous trouver parmi les masses innombrables de travailleurs qui, dans nos villes et dans nos villages, salueraient de leurs acclamations les soldats de la libération" (repris dans Fernand Demany, *Si c'était à refaire ...*, Bruxelles, Est-Ouest, 1951, pp.114-15

³⁶ Edgar Lalmand, « Hommage à Staline » in *Communisme*, 9, décembre 1949.

³⁷ Il semble en effet en avoir cherché pour se conformer au modèle. Déclaration de Pierre Joye fait à Eddy de Winter cf Eddy De Winter, *Un parti et sa mémoire. Le Parti communiste de Belgique Du stalinisme à la déstalinisation*, Mémoire de maîtrise sciences politiques, Bruxelles, ULB, 1980.

³⁸ Fernand Demany, *op.cit.* Libéral avant-guerre, FD rejoindra le parti socialiste et poursuivra une très longue carrière de journaliste. Le différent avec le PCB portait également sur la question de la restitution de son indemnité parlementaire.

³⁹ Fernand Demany, *Staline, l'homme du socialisme, l'homme de la victoire, l'homme de la paix*, Bruxelles, SPE, 1949.

Mais l'identification la plus forte, profonde et manifestement sincère qui captive et nourrit Lalmand est celle de Staline. Sa lecture des textes du maître est méthodique, détaillée, commentée : ses notes emplissent d'imposants carnets⁴⁰. Si tous les qualificatifs traditionnels émaillent ses évocations du grand homme, épinglons cependant celle-ci qui nous semble originale et pour être sincère, refléter un véritable élan mystique « Un homme comme toi, Staline ne devrait pas mourir, car que feront les travailleurs quand tu les auras quittés pour toujours ? »⁴¹.

Nous posons plus loin la question de la conviction intime, donc du rapport de la personne avec son personnage, mais au tournant des années '50, Lalmand et le parti s'alignent sans plus de retenue sur la scénographie communiste internationale. Le congrès des 23-26 mars 1951 en fait la démonstration. Dès juin 1950, la formule stalinienne est appliquée au secrétaire général par la Jeunesse populaire qui invite ses membres à venir écouter « le vaillant défenseur et le meilleur ami des jeunes »⁴². Désormais, comme est chéri Staline dans le cœur de chaque communiste, le dirigeant du parti a droit lui aussi à l'amour des siens.

L'enterrement de Lahaut donne la mesure de la progression. Le portrait du disparu est celui du combattant, du militant « adoré » par le peuple car « il était le peuple »⁴³. Et les dizaines de milliers de personnes qui suivent son cercueil sont bien là pour matérialiser le lien profond avec celui que l'on exalte à travers les combats qu'il a personnellement, physiquement menés. Respect, admiration envers un lutteur. Mais la brochure d'hommage à Lahaut ne peut faire ombre au secrétaire général. Aussi a-t-on droit à : « Derrière le cercueil voici Edgar Lalmand... Les mains se tendent vers lui ; Un immense amour une confiance illimitée se lisent sur les visages des travailleurs qui attendent de lui les mots d'ordre justes qui permettront de mener à bien les luttes qui nous attendent ». Flagornerie spontanée, induite, imposée ? C'est un intellectuel qui tient la plume cependant... Mais la formule ambiguë : le chef ne doit-il que donner des mots d'ordre ?

Au congrès de 1951, surmontant le praesidium, figure, aux côtés des grands disparus Lahaut et Jacquemotte, le portrait « de notre dirigeant aimé, le camarade Lalmand »⁴⁴. La publication de son rapport signale qu'à son apparition, « la salle debout acclame notre grand camarade pendant que se manifestent l'amour et la confiance du Parti à son égard... »⁴⁵. L'idolâtrie rebondit lors de la célébration du XXXe anniversaire du parti. Une

⁴⁰ Interview de sa veuve, Jeanne Mullier par l'auteur, Bruxelles, 20 juin 1980.

⁴¹ *Le Drapeau Rouge*, 22 décembre 1949 cité dans Pascal Delwit et Jean-Michel De Waele, *Les intellectuels communistes et le stalinisme de 1947 à 1953 en France et en Belgique*, mémoire de maîtrise en sciences politiques, Bruxelles, ULB, 1985, p. 348.

⁴² La Jeunesse populaire de Belgique est alors l'organisation de jeunesse du PCB.

⁴³ Bob Claessens, *Julien Lahaut. Une vie au service du peuple*, Bruxelles, SPE, 1950.

⁴⁴ PCB, Bureau de Propagande du PCB, Schéma d'un rapport sur le Xe congrès, 4 avril 1951.

⁴⁵ Edgar Lalmand, *Reconquérir l'indépendance nationale, sauver la paix. Rapport au Xe congrès national du PCB, Bruxelles 23-24-25-26 mars 1951*, p. 5.

médaille est mise en vente frappée des trois têtes de Jacquemotte, Lahaut, Lalmand, sur le modèle bien connu de Marx-Engels-Lénine-Staline. Au bureau politique du 6 septembre 1951, Lalmand intervient personnellement pour que la photo des bustes, réalisés par un sculpteur de renom, soit refaite pour le placer au premier plan. Et sur l'immense fresque (110 m²) réalisée par le groupe de peintres communistes « Forces Murales »⁴⁶ et déployée dans le grand Palais du Heysel, il figure dans la séquence finale de ce monumental « Hommage à la classe ouvrière »

Ainsi, malgré des premiers pas hésitants, comme une retenue vis à vis des formes exacerbées de la représentation du chef, Lalmand semble s'être plié aux règles non écrites mais pratiquées, comme un devoir à remplir pour assurer l'existence de son parti dans le monde communiste. Mais la grogne monte, alimentée par les défaites successives et le discours officiel en discordance absolue avec la réalité. Ainsi Lalmand n'hésite-t-il pas à affirmer dans son rapport au congrès que les effectifs augmentent, alors qu'ils fondent comme neige au soleil, le parti perdant entre chaque congrès la moitié des effectifs précédents. A ce moment, le PC a perdu trois quart des membres de 1945 !⁴⁷

Les pratiques découlant de cette descente constante aux enfers sont assez communes à tous les PC de cette époque : valse des cadres tenus pour responsables des échecs, flot de directives successives, parfois contradictoires, descente dans les fédérations d'instructeurs dotés de pouvoirs absolus, contrôle sévère des écarts de la vie privée censés nuire à la réputation du parti, interdiction absolue de contacts latéraux qualifiés de fractionnisme, etc..

La suspicion (légitime) envers les infiltrations policières débouche sur la conviction, traduite en directive que « le parti se fortifie en s'épurant »⁴⁸. De même le congrès de 1951 va procéder à la prolétarianisation du Comité central qui se marque l'élimination de nombreux intellectuels, dont beaucoup se sont illustrés dans la résistance.

Il s'agit là de mesures collectives assumées par le secrétariat, mais le mode de fonctionnement fait endosser, souvent à raison, au secrétaire général l'ensemble des mesures prises, tant le pouvoir ce dernier est ressenti par tous comme absolu.

Un processus endogène.

La révolte se manifeste initialement par des éclats individuels mettant en cause « l'autoritarisme du secrétaire général et l'étouffement de toute critique ». Elle s'exprime

⁴⁶ Ce groupe rassemble quelques très grands artistes dont Edmond Dubrunfaut, Roger Somville, Louis Deltour

⁴⁷ A la veille du conflit, le PCB atteint 10.000 membres. Il en compte 22.215 en 1951 après avoir atteint 87.000 en 1945.

⁴⁸ *Pour élever le parti au niveau des tâches et des responsabilités qui lui incombent Décisions du Comité central des 14 et 15 janvier 1950.* Matériel destiné aux rapporteurs aux assemblées de sections et de cellules. (brochure sdnl) .

pour la première fois au comité central du 13 janvier 1950. La défaite électorale, les déboires syndicaux sont l'objet d'interpellations de quelques cadres d'avant-guerre qui mettent en cause « la direction » et actent l'absence d'autocritique de sa part⁴⁹. Seul, l'ex-sénateur, homme de confiance de l'appareil international, l'avocat Jean Fonteyne met personnellement en cause le secrétaire général. C'est aussi l'occasion d'accusations multiples. Assistant « à titre privé » aux débats, Etienne Fajon est horrifié par les « commérages et autres incidents stupides » qui parasitent les travaux. Il y décèle l'action d'un ennemi à l'intérieur du parti. Il admoneste d'ailleurs publiquement les membres du CC et n'hésite pas à faire corriger par Lalmand ce qu'il estime constituer des erreurs d'organisation. Cela le conduit à déplorer auprès du Kominform la faible autorité du BP et du secrétariat sur le CC⁵⁰. Or, l'assassinat de Lahaut a mis le parti sur la défensive et ressoudé les rangs. Au nom de la vigilance, l'autorité du secrétaire général paraît un gage face aux adversaires. Malgré le malaise perceptible, la direction peut qualifier les critiques « de travail de désagrégation », mot-clé de la période, et Lalmand affirme que « saper la confiance de la direction du Parti, c'est torpiller le Parti ».

Aussi, le sacre de Lalmand au congrès de 1951 confirme les prévisions formulées à usage restreint par un « désagrégateur » patenté : « le congrès ne sera pas ce qu'il doit être car la discussion est ficelée : la direction témoigne d'un esprit dictatorial et particulièrement le secrétaire général qui a adopté une sorte de système autoritaire personnel contre lequel presque personne n'a jamais eu le courage de s'élever »⁵¹.

La défaite électorale communale de 1952, amplifiée par celle des législatives de 1954, va cependant faire exploser les digues que la direction tentait de maintenir à l'encontre du flot croissant de la révolte. Celle-ci soulève d'ailleurs plus les cadres moyens que la base qui s'exprime principalement ...par l'hémorragie des adhérents.

Un élément semble rester hors discussion. Peu après le recul de 1952, des voix s'étaient élevées pour mettre en cause la proclamation publique répétée de la « fidélité inconditionnelle » envers l'URSS. Lalmand comme Jean Terfve ont tonné contre cette « faute grave, tendance larvée dans le parti », qu'il faut « dépister et combattre »⁵². Cette question sera totalement ignorée par la suite, comme si le consensus s'était rétabli, ou tout simplement parce que les militants concernés (des syndicalistes principalement) ont quitté le parti !

C'est donc à travers les réunions d'un comité central qui s'ébroue lentement et cesse d'être une simple chambre d'entérinement que va s'exprimer la remise en cause et de la

⁴⁹ Julien Casimir, *Contribution à l'histoire du PCB de 1945 à 1954. Les communistes belges dans la tourmente: de la participation au gouvernement Van Acker au congrès de Vilvorde*, mémoire de maîtrise en histoire, Bruxelles, ULB, 2001, pp 106 et suiv. PV du comité central, Carcob, juin et décembre 1950.

⁵⁰ Georges Cogniot au Secrétariat, Confidentiel, note sur le PCB, 6 février 1950, RGASPI, Kominform, 575-1-165

⁵¹ Luc Somerhausen, note du 13 mars 1951, CEGES, Papiers Somerhausen.

⁵² Bureau politique 18 octobre 1952, Carcob, PV du Bureau Politique

politique suivie depuis la libération et de la direction qui l'a menée. C'est d'ailleurs contre un tout, « le secrétariat », « la direction », que s'expriment d'abord les mises en cause. Mais très vite émergent dans les critiques les deux personnalités essentielles qui l'incarnent : Lalmand et Terfve. Tous deux ont dans un premier temps mis en cause « le manque de liaison avec les masses », « les méthodes de travail, d'action, et la propagande », soit l'action des militants et non l'orientation politique ⁵³.

Le malaise est à ce point tangible qu'en vue de préparer un congrès prévu pour la fin de l'année, le Bureau politique convoque en mai 1954, un mois après l'électrochoc du 11 avril qui a réduit le PC à 3,8 % des voix, un comité central devant lequel il entame une critique effective de l'action passée. Pour la première fois, des erreurs politiques continues, et non plus la mauvaise application d'une juste ligne, sont mises à charge de la direction. Lalmand entame même une autocritique sous forme d'une critique des modes du travail du Bureau politique. Mais le couvercle soulevé, jaillit le flot de mises en cause incisives qui abordent cette fois le mode de direction et l'étouffement de la critique dans le parti. Prévu pour trois jours, la réunion est prolongée le week-end suivant, tant les mises en cause se succèdent qui bouleversent le programme établi. Reprenant la parole à plusieurs reprises et malgré qu'il ait remercié et félicité le comité central « pour avoir mis le Bureau politique devant ses erreurs », Lalmand entend se défendre des accusations de dictature en affirmant notamment qu'un parti qui aurait toléré neuf ans de dictature ne serait pas un parti communiste ! Parlant de lui à la troisième personne, il réfute l'affirmation que le Pc n'aurait enregistré depuis 7 ans que des défaites et des insuccès. S'il est conscient « d'avoir involontairement freiné le développement de certains militants et cultivé chez eux des complexes d'infériorité.. j'ai la consolation que j'ai tout au moins sauvé certains camarades au moment où ils étaient prêts à chuter ». Extraordinaire vocabulaire incluant à la fois la conviction de sa supériorité paternaliste, mais aussi d'un moralisme très chrétien. Il avance également des arguments en défense : malade, éloigné pendant près de six mois, il met au défi de percevoir des changements de ligne entre avec et sans Lalmand. Et il met en garde contre le danger que présenterait la préparation du congrès confiée à d'autres mains.

Ainsi le ton a changé du tout au tout : le guide paternel, l'accusateur de la base (« l'abnégation des militants a faibli ») passe à la défense personnelle. Des congrès fédéraux pour une fois animés et incontrôlés, une tribune abondamment fournie dans la presse vont amplifier le mouvement. Monte de partout l'exigence de faire place nette, de ne pas confier le redressement à ceux qui ont conduit à la défaite. Et qu'avant même le congrès le secrétaire général soit remplacé, voire même, expression de la méfiance enfin exprimée, que la fonction soit supprimée. Et de fait, le BP sera élargi en plusieurs étapes, les projets de thèses profondément remaniés dans les congrès fédéraux. Deux futurs

⁵³ Editorial de Jean Terfve, *Le Drapeau Rouge*, 15 avril 1954

présidents du PC parleront en province de « bilan de faillite », d'une « direction incapable »⁵⁴.

A Bruxelles, où il réside, la mise en cause personnelle de Lalmand sera la plus incisive. Un cadre syndical ira jusqu'à proclamer qu'il est devenu un « agent de l'ennemi de classe ». Et la Commission de contrôle passera de longues réunions à tenter de convaincre ce militant ... que sa définition de l'ennemi de classe est erronée !! Éloignement de la vie réelle, enfermement dans les bureaux, bureaucratisme, sont les moindres des accusations portées contre le « dirigeant aimé » qui, jusqu'à la veille du congrès espérait assumer lui-même le tournant politique. Au lendemain du comité central décisif, il signe encore un éditorial intitulé « nous sommes sur la bonne voie »⁵⁵, « comme si le redressement était réel ou réalisé », lui reprochera-t-on au BP.

Le congrès, dont l'essentiel des débats sera politique, marque un revirement capital vers la prise en compte des véritables rapports de force dans le pays et principalement du mouvement ouvrier et syndical – tout en réaffirmant son attachement inconditionnel à l'URSS. Il consacre l'élimination de cette « direction déracinée » issue de la guerre, selon l'expression pertinente d'un militant⁵⁶. Si les artisans principaux du tournant arrivent en tête des élections au nouveau comité central, Lalmand y est cependant élu, dans le peloton. Le Bureau politique est entièrement renouvelé.. Et le nouveau numéro un peut clore ces journées mouvementées en saluant le « parti de Jacquemotte, Van Extergem et Lahaut⁵⁷ » : exit Lalmand.

Un maillon faible dans le mouvement communiste international ?

Deux ans avant le XXème Congrès, un secrétaire général de parti qui n'avait jamais ménagé sa « fidélité inconditionnelle » avait donc pu être emporté « de l'intérieur ».

Comment le comprendre, voire l'interpréter ?

Il est un fait certain que les bouleversements intervenus ont ahuri les « parrains étrangers » du PCB présents au congrès. Politiquement d'abord, ils sont unanimes à regretter ce qu'ils considèrent comme une focalisation trop grande sur les questions internes au détriment des exigences de la lutte pour la paix, notamment le réarmement allemand, « un seul paragraphe dans un discours de 3 heures », problèmes sur lesquels douze délégués des partis frères ont vainement tenté d'attirer l'attention. La réforme des statuts conçue dans le sens d'une démocratisation du fonctionnement, sans compter la

⁵⁴ Claude Renard, congrès fédéral du Borinage et Marc Drumeaux, congrès fédéral de Tournai, Carcob, archives congrès de 1954.

⁵⁵ *Le Drapeau Rouge*, 22 mai 1954

⁵⁶ Jean Blume, *Note au Cde Lalmand*, pour communication au BP, sd, Carcob, archives congrès 1954

⁵⁷ Dirigeant flamand du parti mort en déportation.

suppression de la dictature du prolétariat, est perçue par les camarades comme nuisible au centralisme démocratique et à l'unité du parti !

Un de ces observateurs extérieurs se réjouit cependant que les propositions les plus radicales aient été écartées et que les élections de la direction n'ont pas tranché tout lien avec la génération antérieure. Le jugement final est que le parti est globalement « sain » et qu'il faut espérer que la nouvelle direction va enfin s'occuper des vraies luttes avec l'aide des anciens. On voit ainsi que Lalmand ne constitue pas un élément fondamental à ses yeux, mais surtout que l'ensemble des questions de la démocratisation du parti, au centre des préoccupations du Congrès, paraît à cet observateur kominformien de très peu d'intérêt⁵⁸ !

Pourtant, Etienne Fajon et Velio Spano, de la direction du PCI, ont tout tenté pour maintenir l'ancienne direction en place, preuve qu'il s'agit bien d'une démarche autonome, d'un mouvement de la périphérie qui a surpris le centre ! Interrogé en 1996, le référent pour la Belgique du PCUS, Youri Pankov nous affirmait avoir alerté ses supérieurs sur les mouvements en cours dans le PCB⁵⁹. Mais à Moscou, les lendemains agités de la mort de Staline monopolisaient l'attention d'un appareil craignant pour sa propre survie bien plus que le sort d'un dirigeant peu connu. Pankov nous confirmait la faible notoriété de Lalmand, qui n'avait jamais pu accéder, lors de ses visites, qu'à l'échelon de Ponomarev, le responsable des relations extérieures. Aucun télégramme ne lui avait été envoyé à l'occasion de son 60^{ème} anniversaire, rituel pourtant obligé à l'égard des secrétaires généraux des PC⁶⁰. Un membre de la délégation belge au XIX^{ème} congrès avait été le témoin de la fureur de Lalmand de n'avoir été reçu que par d'obscurs fonctionnaires du Comité central⁶¹. L'hypothèse d'une double ligne à Moscou, de deux liaisons antagonistes avec les partis occidentaux, envisageable théoriquement, s'avère peu crédible, les nouveaux dirigeants s'étant quasi imposés tout en étant pratiquement inconnus dans la capitale soviétique⁶².

Quel crédit accorder par ailleurs aux commentaires rétrospectifs, étonnants de sévérité, proférés à la mort de Lalmand en 1965. La notice Tass annonçant le décès, après avoir souligné sa loyauté et son dévouement constant à l'URSS, l'exécute brutalement. Pendant la période gouvernementale, relève-t-elle, « il a fait du parti un appendice de l'appareil d'état bourgeois et a utilisé une partie considérable des fonctionnaires dirigeants du

⁵⁸ Koutski, secrétaire du CC du PC tchécoslovaque, rapport sur le XI congrès du PCB adressé au PCUS, RGASPI, archives du Kominform, 575.1.303

⁵⁹ Entretien avec Youri Pankov, Moscou, le 30 mai 1996. Youri Pankov, ouvrier tourneur, suit les cours de l'Institut des Relations internationales et entre au Ministère des Affaires étrangères en 1945. Etudie le français depuis 1944 et entre au département des relations internationales du PCUS en 1949. Passe en 1953 au secteur roman jusqu'en 1975. Ministre conseiller à Paris de 1975 à 1979.

⁶⁰ Souligné par les salutations officielles et publiques du Bureau Politique alors même que la grande explication a débuté. *Le Drapeau Rouge*, 20 août 1954

⁶¹ Entretien de l'auteur avec Eddy Poncet, membre de la délégation belge au XIX^{ème} congrès du PCUS.

⁶² La première visite d'Ernest Burnelle se situe à l'enterrement de Staline, la première, politique, en 1955, soit après son élection à la direction. (témoignage de Youri Pankov)

parti dans le travail des ministères dirigés par des communistes ». « Il aime l'éloge et la pompe ». Ce même dossier mentionne « son refus des critiques et l'essai de les étouffer ». Une note de Zamochkine instructeur au secteur international du CC du PCUS, rédigée il est vrai après le XI^{ème} congrès, nous apprend que depuis juillet 1950, l'ambassade d'URSS en Belgique signalait les tendances « de plus en plus manifestes au despotisme » créant « un vrai régime de terreur au CC et au BP et parmi les dirigeants »⁶³. Et elle relevait également qu'« Il perd constamment le contrôle de ses nerfs... ».

Comment concilier ces jugements rétrospectifs avec la construction, principalement à partir de 1950, d'un chef bénéficiant d'un culte bâti explicitement sur le modèle stalinien ? En plein coeur de la guerre froide et des procès, alors que partout « les services » cherchaient des victimes expiatoires, aurait-on laissé en place un homme aussi critiquable et critiqué ? Opportunisme des commentateurs d'après 1956 ? Volonté de se concilier la nouvelle équipe dirigeante pourtant parfaitement alignée dans son incondicionalité ? Ce serait sans doute faire grand cas de ce petit parti. Ces jugements nous paraissent donc quasi apocryphes.

Le personnage et l'homme

Faut-il chercher quelques clés du côté de la personnalité contradictoire d'Edgar Lalmand et tenter de percevoir dans quelle mesure ce parcours correspondait à sa nature, examiner, autant que faire se peut, le rapport entre l'homme Lalmand et le personnage du secrétaire général.

Son caractère autoritaire ne fait aucun doute, confirmé par son épouse : « avec les copains de l'appareil, il était assez sec⁶⁴ ». Dans la foulée de la préparation du congrès, des accusations très dures s'expriment : « Les rapports avec le SG sont officiels, protocolaires, cérémonieux. Le Cde Lalmand voit le Parti à travers des rapports »⁶⁵. En 1953 mis en cause par un militant syndical pour l'étouffement de toute critique, Lalmand exige la comparution de celui-ci devant la CCP. Même après Vilvorde, il agira de même envers l'un des intervenants.

Un membre du cercle de pouvoir, parti en 1956, relève dans des mémoires très équilibrées et non vindicatives, la terreur que Lalmand inspirait effectivement à certains cadres⁶⁶. Il rappelle aussi, et avec lui d'autres intellectuels, les jugements sans appel formulés par le secrétaire général envers certaines productions culturelles.

⁶³ Dossier Lalmand, RGASPI, *op.cit.*

⁶⁴ Interview de Jeanne Mullier, *op. cit.*

⁶⁵ Claude Renard, congrès régional du Borinage, 25 avril 1954, Carcob, archives congrès 1954.

⁶⁶ Bert Van Hoorick, *In tegenroom*, Gand, Masereelfonds, 1982.

Ces aspects ont été largement développés tout au long de la préparation du congrès. Mais il en est d'autres qui nuancent fortement le portrait.

En premier lieu, les capacités intellectuelles et de travail qui fascinent manifestement de nombreux cadres⁶⁷. Mais cette infatigable activité se paie par un cruel déficit de sociabilité, sa femme le confirme : « il travaillait matin et soir. Nous n'avions pas d'amis. On n'allait jamais au théâtre, on ne sortait pas. Si, pour les représentations officielles, les ballets de Moscou, le cirque de Moscou, des trucs pareils... sinon, nous autres nous n'invitions pas...⁶⁸ ».

Qu'il se soit investi totalement dans le rôle de guide du parti et de ses militants, ressortit clairement des conseils paternels qu'il adresse à son numéro deux, Jean Terfve, intellectuel issu de la bourgeoisie, brillant ministre de 45 à 47⁶⁹. En convalescence, ce dernier reçoit une lettre amicale de la main de son secrétaire général qui lui fait part de ses préoccupations : « ton travail laisse à désirer ces derniers temps.. ». Suit l'énumération d'une série de dossiers dont Terfve assume la responsabilité... « Tu n'organises pas suffisamment ton travail ; tu ne tiens pas assez compte de la hiérarchie des tâches parce que insuffisamment discipliné. Les causes ? « tendance au scepticisme..., propension à la fantaisie, à la copinerie »..... Lalmand met en cause le choix de Terfve de s'installer au siège du journal et non au « Centre », alors que l'atmosphère de ce dernier « te ferait le plus grand bien si tu pouvais te plier à l'autodiscipline, à la régularité et à la ponctualité que nous essayons d'y faire régner, tu arriverais rapidement à te libérer de ce que je considère comme ta principale faiblesse ⁷⁰».

Admonestation fraternelle, qui n'exclut pas les nuages entre les deux hommes, dans une relation qui va cependant démontrer un étonnant courage politique⁷¹ . Vraisemblablement déçus par le personnage proposé en victime expiatoire (le cas Demany évoqué plus haut), le Kominform, et/ou sans doute plus directement l'un ou

⁶⁷ Entretien avec Charles Crèvecoeur, dirigeant syndical, pourtant exclu en 1952 : « Pour moi Lalmand était un grand bonhomme... », Bruxelles, 12 janvier 1980. Quant à Jean Blume qui montera au Bureau politique après Vilvorde, il va encore plus loin en nuancant le propos : «des facultés intellectuelles remarquables, un don d'organisation du travail à nul autre pareil, mais desservi par son manque de flair en ce qui concerne les réactions populaires Il a des impulsions sentimentales qui peuvent l'égarer par instants ». Mais par ailleurs, il veut « tordre le cou à la légende de la dictature d'E.L », Carcob, Jean Blume, *doc. cit.*

⁶⁸ Interview de Jeanne Mullier, *doc.cit.*

⁶⁹ Docteur en droit, membre du PC depuis 1933, Jean Terfve anime le comité liégeois des Intellectuels antifascistes. Il y a tissé des liens très étendus, que renforce son appartenance à la maçonnerie, et qui le mettent en position, après son évasion de la forteresse où l'a conduit l'opération "Sonnewende" le 22 juin 1941, d'être l'animateur du *Front de l'Indépendance* et bientôt son dirigeant pour l'ensemble des régions francophones. Aspiré au Secrétariat du parti en juillet 1943, il est pendant quelques mois à la tête des Partisans Armés avant d'occuper, jusqu'à la libération, la direction nationale du F.I. Directeur de la Presse, ministre de la Reconstruction de 1946 à 1947, parlementaire de 1946 à 1968, s'occupant à la fois des intellectuels et de "la Paix", il est vice-président à son décès en 1978.

⁷⁰ Edgar Lalmand à Jean Terfve, 7 avril 1949, Carcob, Archives Terfve.

⁷¹ Interview d'Edgar Lalmand junior (fils de) le 5 août 1988, corroborée par de multiples rumeurs.

l'autre service soviétique tenteront de faire découvrir à la tête du parti un "agent américain" d'envergure dont les liens réels avec la société civile belge permettraient de tresser un réseau de complicité et d'intrigues à la hauteur des élucubrations tragiques des grands procès Rajk ou Slanski. Franc-maçon, intellectuel brillant et admiré, et qui plus est accepté par la classe politique belge, Jean Terfve a le profil idéal de cet emploi.

Or tous les témoignages, libérés avec beaucoup de difficulté quarante ans après, sont formels : Edgar Lalmand refusa de se prêter à cette machination dont il ne pouvait admettre le moindre fondement. Or peu auparavant, il avait fait accepter que le Comité central exclue, à l'aveugle, c'est à dire en faisant confiance au Bureau politique quant aux motivations demeurées secrètes « pour ne pas nuire au parti », deux figures de proue du mouvement syndical qui, semble-t-il, s'étaient plaintes auprès de la FSM des pratiques du secrétaire général⁷².

Lalmand avait-il ainsi forgé son destin ultérieur en s'attirant la méfiance au moins d'un secteur de mouvement communiste international. Cet aspect du problème demeure malheureusement sans réponse, mais suffit à donner du personnage une vision qui ne peut être univoque.

En guise de bilan

Entre les deux guerres, le dirigeant du PCB a un lien direct et est bien connu de l'Internationale. A partir de 1928, le choix correspond à la phase politique de l'IC qu'il incarne le mieux. Mais en Belgique la faiblesse du PC ne permet pas toujours de faire face dans l'urgence aux nécessités du moment. Ainsi pendant l'interrègne du Bureau Politique provisoire tout demeure confus. En émerge Jacquemotte, soldat discipliné de l'IC dont la popularité acquise pendant la période dure, sert à merveille la nouvelle politique dite d'ouverture. Mais à aucun moment la personne du Chef n'est magnifiée avant sa mort brutale. Aucun élément de glorification personnelle n'est construit ni à Bruxelles ni à Moscou. L'émotion du décès est entièrement capitalisée par le parti, dont il est le chef combattant, pauvre parmi les pauvres, familier, accessible à tous, présent dans la rue comme au Parlement. Le vocabulaire utilisé à son décès n'emprunte jamais le registre du lyrisme, du pathos, de la douleur. Dans le choix de son successeur, dans l'urgence, distingué par élimination, il entre cependant une large part d'adéquation avec la période. Relecom a le double avantage d'être bien connu à Moscou et de présenter également l'image de soldat fidèle de l'I.C.

Toute autre est l'arrivée dans un contexte dramatique d'Edgar Lalmand aux commandes, au milieu d'une direction dévastée. Inconnu de l'IC, inconnu du parti soviétique, les circonstances l'imposent plus qu'elles ne le choisissent. Il a pour lui de s'adosser totalement à Berei qui sera son mentor ès qualification internationale et assurera la

⁷² Interviews de Charles Crèvecoeur et d'Emilienne Brunfaut, Carcob, Archives de la CCP, 1952.

garde envers toute réaction éventuelle de la vieille garde ou des cadres d'avant-guerre, d'autant que celle-ci s'est définitivement compromise et doit être écartée.

Un an et demi de clandestinité, deux ans de gouvernement pour quatre années de secrétariat général fixent quelques traits d'un personnage austère et autoritaire. Mais il est manifeste que la fabrication d'un culte est lente à démarrer. Jusqu'en 1950, la « faiblesse » de la direction est soulignée par les parrains étrangers. Et pourtant, dès cette année-là, tout indique que Lalmand se fond dans le moule d'un secrétaire général à l'égal des autres. Plus que sur Staline, il a semble-t-il les yeux braqués sur Maurice Thorez. Il en copie d'ailleurs certains penchants en admettant que son épouse s'impose à la tête des femmes communistes⁷³. Cette dernière confirme d'ailleurs, avec sa vision propre, le mimétisme complaisant : « Il n'a rien fait pour provoquer le culte et ça ne lui plaisait pas... Mais c'était la mode partout. Si en Belgique on ne s'était pas levé pour l'applaudir quand le secrétaire général faisait un discours, on aurait été en dessous de tout... [mais]... on n'était pas comme les Français qui hurlaient devant Thorez. ... »

Une fois endossé le costume de « chef aimé », sans doute plus poussé par le modèle que par goût personnel, il s'y accrochera cependant avant de finir tristement son parcours, les communistes ayant alors peu d'élégance envers les chefs déchus⁷⁴.

Le cas Lalmand constitue une éclatante démonstration de la disparition définitive du contrôle des cadres, auparavant privilège absolu de l'appareil international. La fidélité inconditionnelle étant préservée, le destin des cadres dirigeants des partis hors empire fut manifestement laissé à la discrétion des partis eux-mêmes. Les procès, tels qu'en connut encore le PCF, relèvent des jeux internes des partis. En Belgique c'est contre le numéro un que le mouvement s'exerça. Une époque était révolue.

José GOTOVITCH.

⁷³ Jeanne Mullier, *op. cit.*

⁷⁴ Imposé par la direction nationale en tête de liste pour les élections de 1958 alors que sa fédération l'en avait écarté malgré un humiliant plaidoyer, non élu, il rentre sur ses terres anversoises où il devra reprendre une activité commerciale. Edgar Lalmand se verra refuser la carte du parti en 1962 pour refus de s'être plié à la « discipline financière » du parti, en d'autres termes de ristourner ses indemnités et pensions parlementaires ! Il mourra infirme le 20 novembre 1965, dans l'indifférence de ses anciens camarades !